

## COMMUNIQUE COMMUN

Les organisations syndicales CFDT, CFE-CGC, CGT, FSU, Solidaires, UNSA se sont réunies le lundi 8 février 2010.

Elles constatent que la situation économique et sociale reste très dégradée et très préoccupante pour les salariés, les retraités, les chômeurs et les jeunes qui subissent encore durement les conséquences d'une crise qui s'installe dans la durée.

La situation de l'emploi s'aggrave : plus de 4 millions d'inscrits à Pôle Emploi, 1 million de chômeurs en fins de droit sont annoncés pour 2010.

Le secteur privé continue de subir des plans de suppressions d'emplois. Le gouvernement, au nom de la révision générale des politiques publiques, supprime des emplois au détriment des missions des services publics. La vie au travail se détériore pour les salariés du privé comme du public. Les travailleurs sans-papiers sont dans une situation de non-droit intolérable.

La protection sociale accuse un manque crucial de moyens.

Cette situation sociale tendue, faite parfois de violence aux salariés, exige une réorientation des politiques publiques pour réduire les inégalités et renforcer les dispositifs solidaires. Elle nécessite que le patronat assume ses responsabilités sociales et change d'attitude.

Lors du sommet social le 15 février, les organisations syndicales exprimeront leurs exigences d'ouverture de vraies négociations sur ces sujets et d'un véritable dialogue social.

Elles réaffirment, comme elles l'ont déjà fait en 2009, que la sortie de crise passe par des mesures en faveur de l'emploi, des salaires et pensions, une fiscalité plus juste, des politiques publiques en faveur d'une relance économique respectueuse des impératifs écologiques.

Concernant les retraites, elles exprimeront leur volonté que toutes les conditions soient créées pour un vrai débat. Nous sommes bien face à un choix de société. C'est notamment la question des solidarités intergénérationnelles qui est posée. Les organisations syndicales n'accepteront pas une mascarade de concertation. Elles ne se laisseront enfermer ni dans un calendrier ni dans un débat qui ne prendraient pas en compte l'ensemble des questions, notamment le niveau des pensions, l'emploi, le financement, la pénibilité.

Cette situation économique et sociale nécessite l'intervention convergente des salariés du public comme du privé, des retraités, des privés d'emplois, pour porter avec force leurs attentes et défendre leurs intérêts communs.

Les organisations syndicales conviennent de se revoir le 15 février pour analyser le contenu du sommet social et envisager les perspectives d'action et de mobilisation dès le mois de mars 2010.

Elles souhaitent parvenir à des constructions unitaires les plus larges possibles pour obtenir des résultats redonnant confiance et espoir au monde du travail.

Le 8 février 2010